



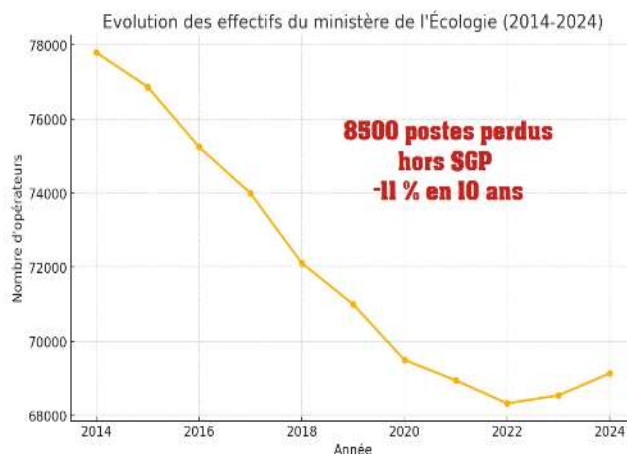
Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,
Développement Durable,
Environnement,
Biodiversité,
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,
Infrastructures,
Risques Naturels,
Risques Technologiques,
Equipelement, Logement,

Urbanisme,
Aménagement du Territoire,
Solidarité entre les
Territoires,
Renouvellement Urbain, Mer

Observatoire de l'évolution des effectifs du périmètre ministériel Environnement/Transports/Logement/Energie/ Aménagement/Mer



Période 2014/2024

**Sources : plaquettes de présentation des PLF en CT/CSA ministériels +
bilans/rapports sociaux**

FEETS FO

Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services **FORCE OUVRIERE**
46 rue des petites écuries 75010 Paris

✉ contact@feetsfo.fr

💻 www.feetsfo.fr

☎ 01 44 83 86 20 (/22)

I - Analyse de l'évolution des effectifs par action pour le ministère de l'Écologie entre 2014 et 2024 (hors opérateurs et DGAC).

Analyse des tendances par action :

1. Action 7 : Pilotage, support, audit et évaluations

- Les effectifs passent de 7306 en 2014 à 5466 en 2024, soit une baisse significative de près de 25 %.
- La tendance à la baisse continue, avec une décroissance progressive chaque année.
- A noter en particulier sur la période le transfert des secrétariats généraux des DDT(M) au ministère de l'Intérieur via les SGCD, au-delà des mesures de « rationalisation » des moyens supports dégradant la gestion des agents et le fonctionnement des services.

2. Action 8 : Politiques de transport

- On observe également une baisse régulière, de 10 949 en 2014 à 9190 en 2024. La réduction totale est d'environ 16 %. Effort en particulier supporté par les Directions Interdépartementales des Routes qui arrivent à l'os sur leur capacité à exploiter/entretenir les infrastructures (avec remise en cause de la sécurité des agents (60 accidents depuis début 2024), et à mettre en œuvre les programmes d'aménagement/investissement suite à la suppression de nombre de capacités internes d'ingénierie.
- Cependant, à partir de 2022, les effectifs se stabilisent autour de 9160-9190. Avant que la loi 3DS ne produisent ses effets à partir de 2024 (de l'ordre de 400 ETP).

3. Action 11 : Affaires maritimes

- Les effectifs diminuent de manière constante, passant de 2973 en 2014 à 2686 en 2024, soit une réduction de près de 10 %.
- Avec au programme externalisation de certaines missions dont le contrôle de sécurité des navires...en attendant le prochain Erika !

4. Action 13 : Politique de l'eau et biodiversité

- La réduction est notable, passant de 3993 en 2014 à 3460 en 2024, une diminution de près de 13 %.
- Avec un effet tangible sur la capacité des services de l'État à porter via les différents leviers ces politiques au plus près du territoire, et pas uniquement comme censeur. Et au passage l'abandon de certaines missions comme celles de l'observatoire de l'eau, ou le transfert de missions biodiversité aux régions dans le cadre de la loi 3DS.

5. Action 15 : Urbanisme, territoires et aménagement de l'habitat

- Après une forte baisse jusqu'en 2018, les effectifs retrouvent une certaine stabilité à partir de cette année autour de 9205. Palier ou plancher ?
- La dimension transversale de ce programme est fondamentale pour porter l'ensemble des politiques du pôle ministériel.

6. Action 16 : Prévention des risques

- Suite à des années de baisse, les effectifs remontent à partir de 2023. Prise de conscience durable suite à différents événements ou effets d'annonce ?
- Et attention à ce que le nécessaire renforcement sur un type de risque ne masque un siphonnage sur un autre....

7. Action 23 : Politiques de l'énergie et du climat

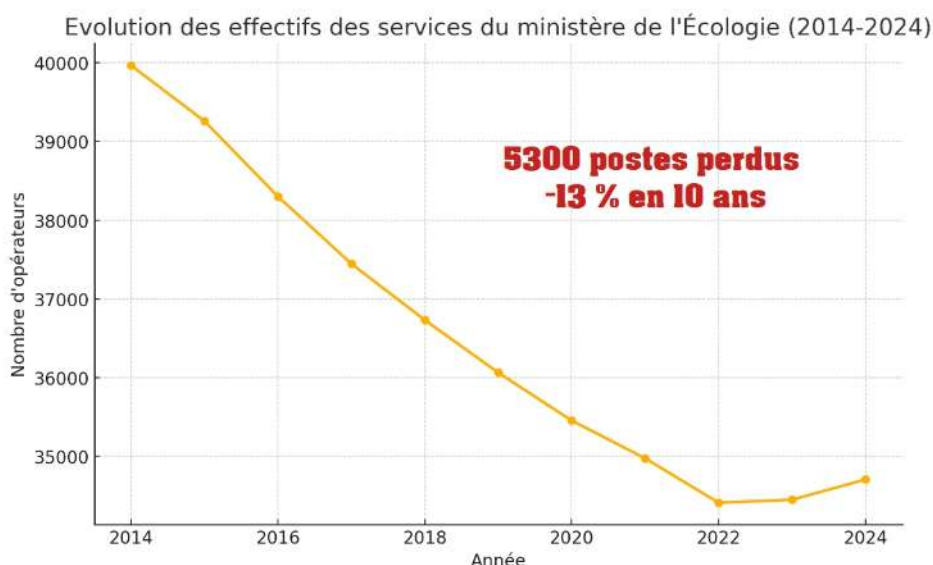
- Après une baisse jusqu'en 2016, les effectifs se stabilisent autour de 780-800 à partir de 2017. La hausse projetée pour 2024 (840) indique un renforcement de ce secteur dans les dernières années.

8. P181 - Prévention des risques/ASN

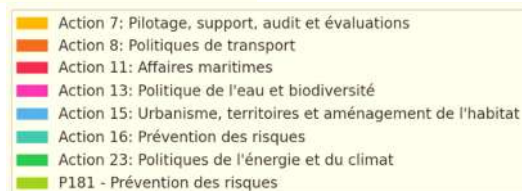
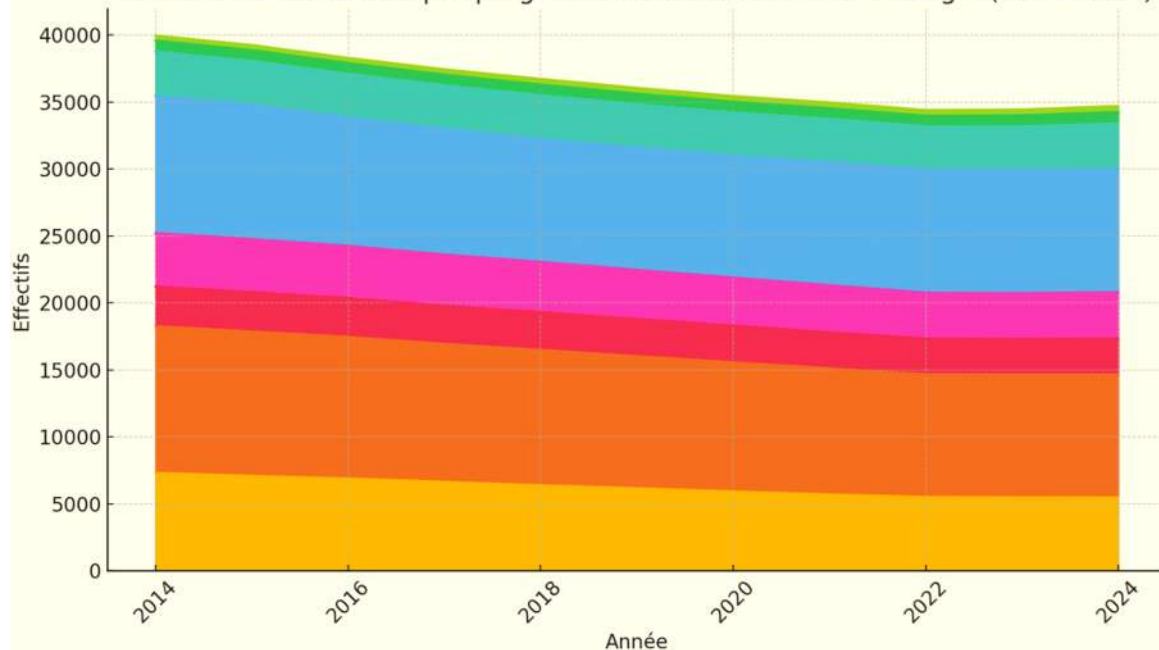
- Les effectifs restent presque constants tout au long de la période, avec une légère augmentation de 388 en 2014 à 461 en 2024. Avec au-delà de la question des effectifs le sujet de la fusion en cours IRSN/ASN.

Analyse globale

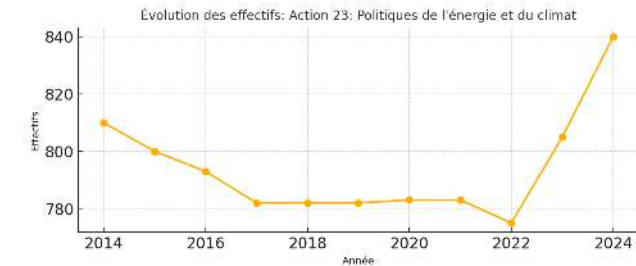
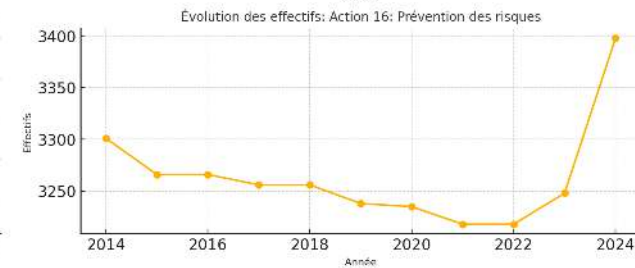
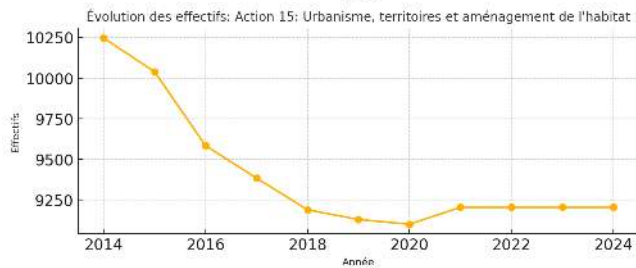
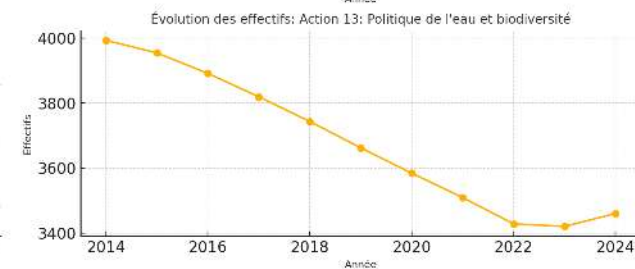
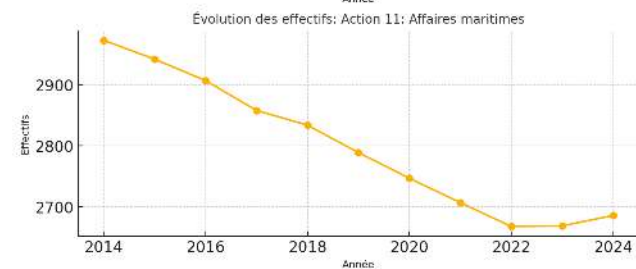
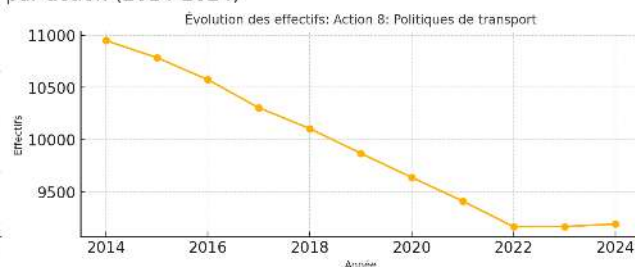
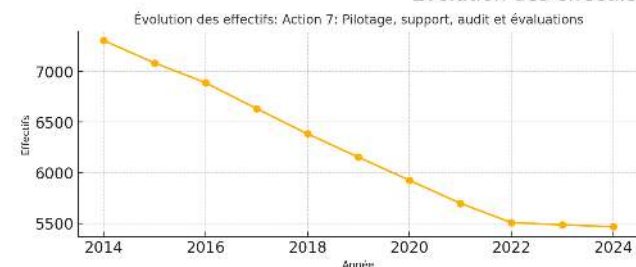
L'ensemble du ministère de l'Écologie hors opérateurs DGAC et connaît une baisse générale des effectifs, passant de 39 968 en 2014 à 34 706 en 2024, soit une diminution totale d'environ 13 %. Les baisses les plus marquées concernent les secteurs de **Pilotage, support, audit et évaluations, Politiques de transport et Politique de l'eau et biodiversité**. La preuve que les discours sur la priorité des missions concernées et la réalité des faits sont bien éloignés, avec un affaiblissement continu des services du ministère !



Évolution des effectifs par programme du ministère de l'écologie (2014-2024)



Évolution des effectifs par action (2014-2024)



II-Analyse de l'évolution des effectifs des opérateurs du ministère de l'Écologie entre 2014 et 2024.

1. Programme 113: Paysages, Eau & Biodiversité

- **Agences de l'eau** : Les plafonds d'emplois ont progressivement baissé de **1782 ETPT en 2014 à 1497 ETPT en 2022**, avant une légère reprise à **1563 ETPT en 2024** mais dans un contexte en tension avec une augmentation des missions.
- **OFB** : Après avoir atteint un pic relatif autour de **2700 ETPT en 2017 (en cumulant ONCFS et AFB)**, les plafonds d'emplois ont diminué à **2638 ETPT en 2020**, date de création de l'OFB, dans un contexte d'augmentation des missions et d'énergie à consacrer aux fusions successives (notamment sur les fonction RH exsangues). Suite aux alertes, y compris au niveau RPS, léger renforcement en trompe l'oeil en 2023/2024, en intégrant les effectifs dédiés aux laboratoires d'hydrobiologie des DREAL et certaines missions en mer.
- **Parcs Nationaux** : Relativement stable, avec une légère hausse de **803 ETPT en 2018 à 858 ETPT en 2024**. Sauf qu'un 10ème Parc a été créé entre temps !!

Tendance générale : Ce programme montre des ajustements, avec une réduction marquée des emplois pour certains opérateurs, notamment pour les **Agences de l'eau**, Certains comme l'**OFB** et les **Parcs Nationaux** affichent une stabilité ou des légères augmentations, mais en trompe l'oeil par rapport à l'augmentation de leurs missions.

2. Programme 159: Expertise, Information Géographique et Météorologie

- **IGN** : Une baisse continue de **1632 ETPT en 2014 à 1422 ETPT en 2024**, illustrant une tendance de réduction progressive lissée par des recrutements hors plafonds non pérennes. La fin des recettes liée au passage à l'opendata n'ayant pas été compensée d'une augmentation de la SCSP, les effectifs risquent d'être la variable d'ajustement des années à venir pour sauver un modèle financier bancal.
- **Météo France** : Une coupe drastique de **3221 ETPT en 2014 à 2632 ETPT en 2024 (près de 20 % d'effectifs supprimés)**, reflétant le plan social mis en œuvre au sein de l'Etablissement en préparation de la mise en place de l'automatisation de la prévision. Avec les effets que l'on connaît aujourd'hui...
- **CEREMA** : Là aussi, une forte diminution de **3155 ETPT en 2014 à 2505 ETPT en 2024 (plus de 20 % d'effectifs supprimés)**, mettant en péril l'expertise publique dans ses domaines de compétence.

Tendance générale : Une réduction drastique généralisée dans ce programme, affectant tous les principaux opérateurs.

3. Programme 174: Énergie, Climat et Après-Mines

- **ANGDM (Agence Nationale pour la Garantie des Droits des Mineurs)** : Une baisse progressive des plafonds d'emplois, de **157 ETPT en 2014 à 116 ETPT en**

2024, reflétant a priori la réduction progressive des activités liées aux droits des anciens mineurs.

- **ANDRA (Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs)** : La réduction des effectifs est marquée, passant de **329 ETPT en 2014** à **265 ETPT en 2024**, interrogeant quant à cet ajustement des besoins dans la gestion des déchets radioactifs.
- **CITEPA (Centre Interprofessionnel Technique d'Études de la Pollution Atmosphérique)** : Les plafonds restent constants à **16 ETPT** tout au long de la période, indiquant une stabilité des besoins en expertise sur les émissions atmosphériques, mais en deçà des besoins sur ce sujet sensible.

Tendance générale : Le programme montre une diminution continue des effectifs, et peut interroger sur certains sujets comme la gestion des déchets radioactifs.

4. Programme 181: Prévention des Risques

- **INERIS (Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques)** : Les plafonds d'emploi sont passés de **561 ETPT en 2014** à **489 ETPT en 2024**, représentant une baisse continue.
- **ADEME (Agence de la Transition Écologique)** : Contrairement aux autres opérateurs, l'ADEME a vu une augmentation de ses effectifs, de **937 ETPT en 2014** à **1065 ETPT en 2024**, mais sans que cela ne soit proportionné par rapport à la très nette augmentation des aides à gérer.

Tendance générale : Une diminution des effectifs pour **INERIS**, mais une augmentation importante mais insuffisante pour l'**ADEME**.

5. Programme 203: Infrastructures et Services des Transports

- **VNF (Voies Navigables de France)** : Une baisse continue des effectifs, de **4626 ETPT en 2014** à **4028 ETPT en 2024**, en lien notamment avec l'automatisation de la voie d'eau. Plus aucune nouvelle baisse d'effectif n'est possible aujourd'hui, la valorisation de la voie d'eau justifiant plutôt d'un renforcement.
- **SGP (Société du Grand Paris)** : Une augmentation spectaculaire des plafonds d'emploi, de **118 ETPT en 2014** à **1017 ETPT en 2024**, reflétant l'expansion continue du projet du Grand Paris, apparaissant comme ayant pour partie été gagée sur les effectifs des autres opérateurs du ministère (cf le CEREMA par exemple).
- **EPSF (Établissement Public de Sécurité Ferroviaire)** : Stable tout au long de la période, autour de **107 ETPT**, illustrant une certaine constance des besoins en matière de sécurité ferroviaire.

Tendance générale : Alors que certains opérateurs comme **VNF** réduisent leurs effectifs, d'autres, notamment la **SGP**, connaissent une forte croissance. La décrue progressive des besoins liés à la SGP ne devra pas entraîner évaporation de ses effectifs, mais bien redéploiement sur les autres opérateurs.

6. Programme 217: Conduite et Pilotage des Politiques de l'Écologie

- **ENPC (École Nationale des Ponts et Chaussées)** : Les effectifs sont en baisse, passant de **323 ETPT en 2014** à **311 ETPT en 2024**.
- **ENTPE (École Nationale des Travaux Publics de l'État)** : Après une période de baisse, les plafonds d'emplois augmentent de **164 ETPT en 2014** à **185 ETPT en 2024**, augmentation en trompe l'oeil due principalement à l'intégration d'une partie des missions de l'ex Ecole Nationale des Techniciens de l'Équipement.

Tendance générale : Une relative stabilité dans les écoles nationales, qui n'efface pas la question de leur tutelle et maintien dans un réseau ministériel. A noter la suppression de l'École Nationale des Techniciens de l'Équipement en 2023.

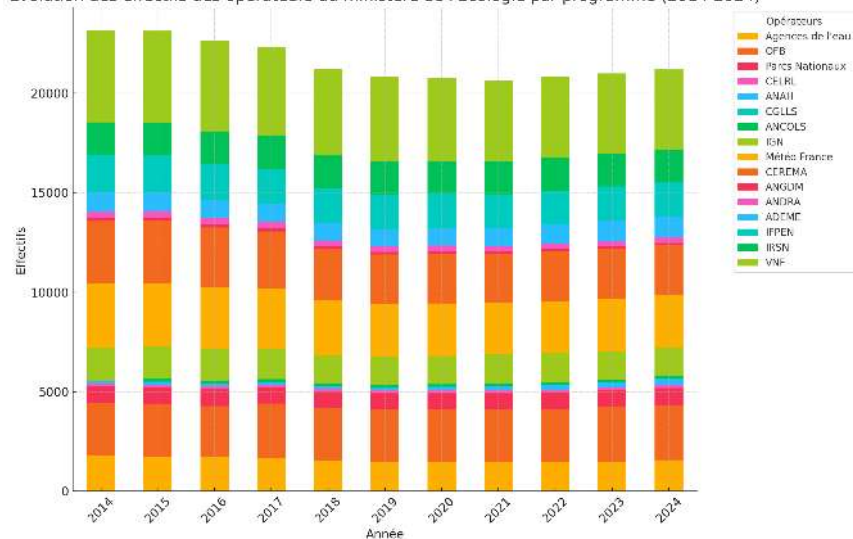
7. Programme 613: Soutien à l'Aviation Civile

- **ENAC (École Nationale de l'Aviation Civile)** : Les plafonds d'emplois restent stables autour de **812 ETPT** sur la période, avec une légère diminution en **2023** à **791 ETPT**, reflétant une stabilité des besoins dans la formation des personnels de l'aviation civile.

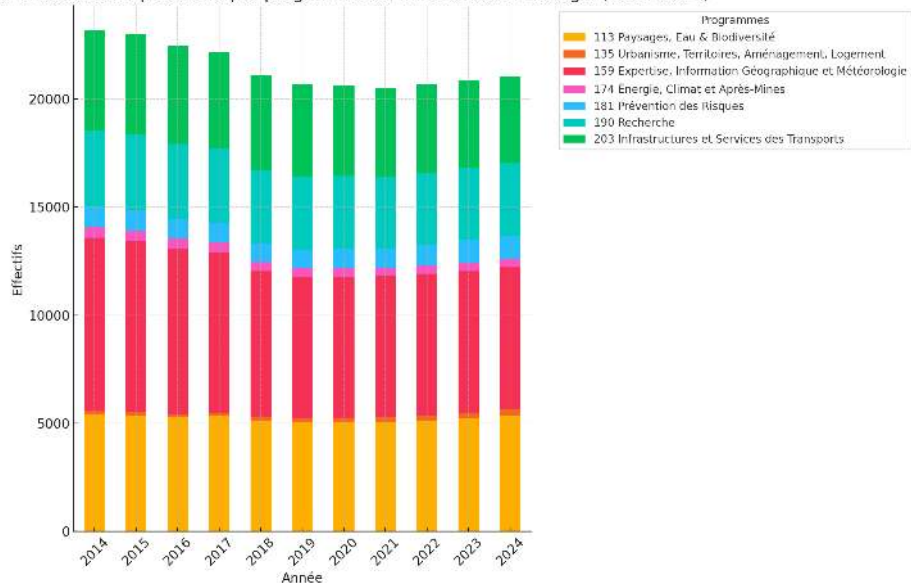
Conclusion générale sur les opérateurs

Entre 2014 et 2024, la plupart des opérateurs ont été soumis à une tension sur leurs effectifs, voire dans certains cas soumis à de réels plans sociaux.

Évolution des effectifs des opérateurs du ministère de l'Écologie par programme (2014-2024)



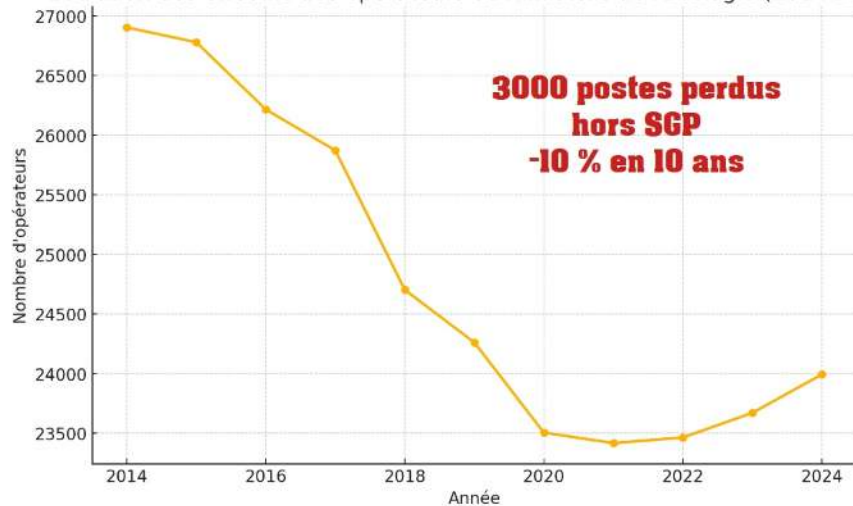
Evolution des effectifs des opérateurs par programme du ministère de l'Écologie (2014-2024)



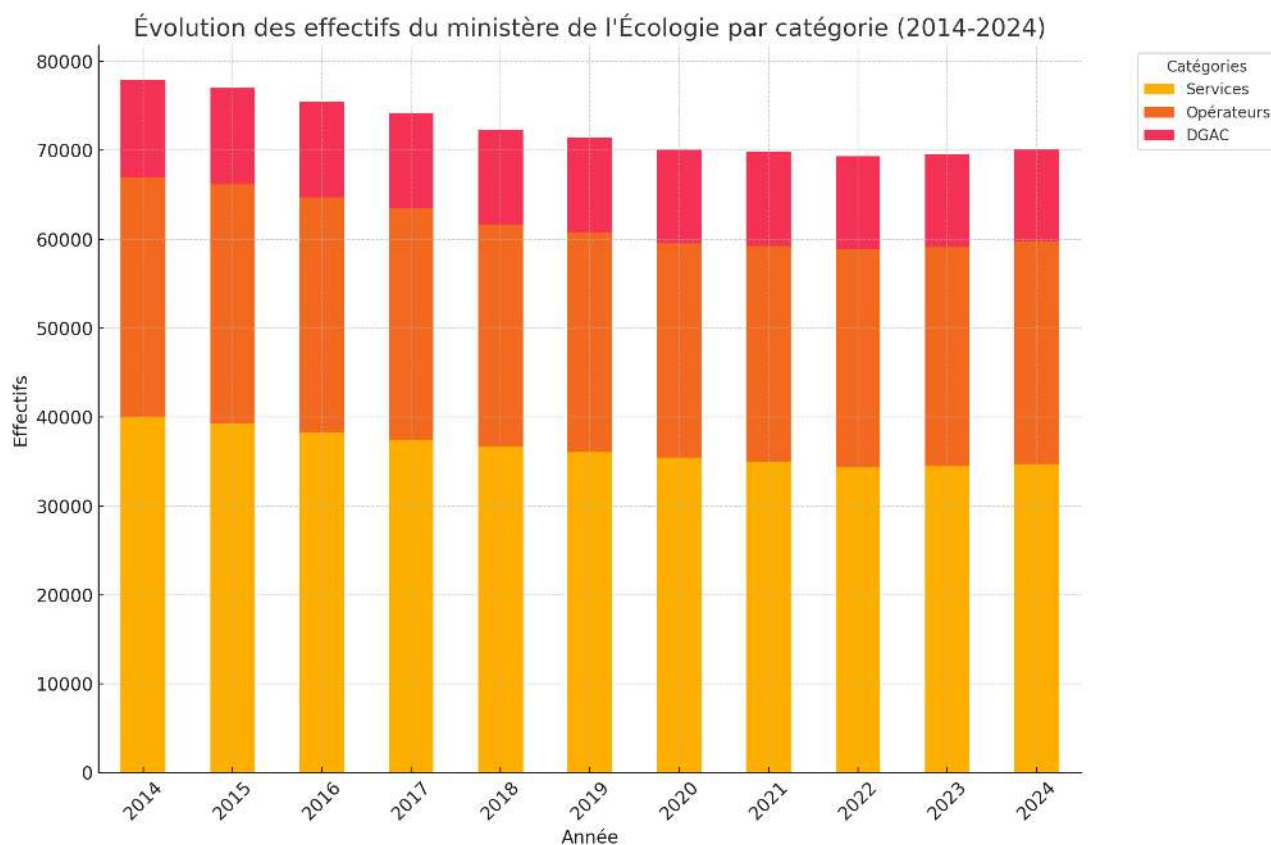
Evolution des effectifs des opérateurs du ministère de l'Écologie (2014-2024)

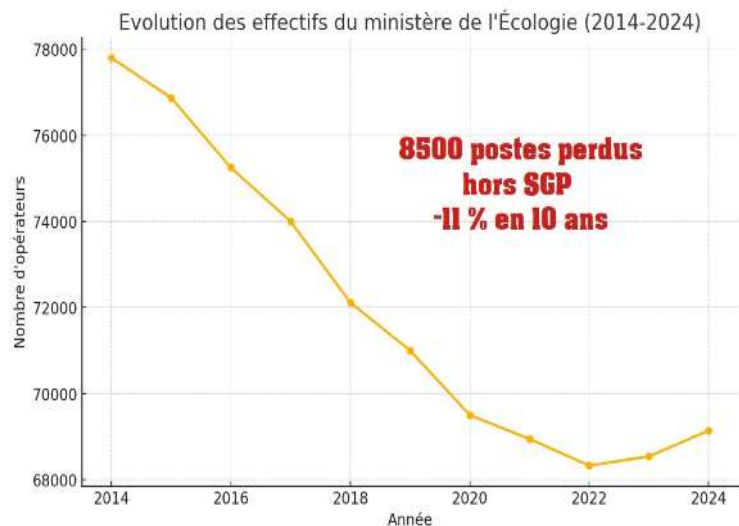
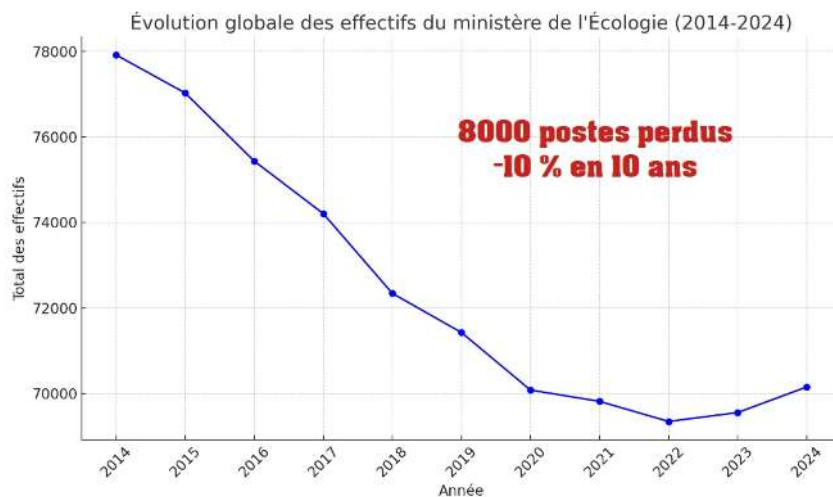


Evolution des effectifs des opérateurs du ministère de l'Écologie (2014-2024)



III-Analyse de l'évolution des effectifs globaux du ministère de l'Écologie entre 2014 et 2024 (services + opérateurs + DGAC).





Au final, un périmètre ministériel soumis à un contexte de restructuration/transfert/suppression continu depuis le début des années 2010.

→ **médaille d'or ou d'argent quasiment chaque année dans la rubrique des « bons élèves » ministériels** pour supprimer ou transférer des effectifs.

→ **plus de 8000 emplois perdus depuis 2017**, soit l'équivalent de 50 DDT, l'ensemble des DREAL, l'ensemble des DIR, l'ensemble des EP du secteur environnement, la somme Cerema+Météo-France+VNF, l'ensemble de l'administration centrale et des écoles.

**D'autres choix sont possibles...il est urgent d'aller les chercher !
Ils sont vitaux car la prochaine crise, qu'elle soit climatique, alimentaire, technologique...mobilisera les compétences de nos services, de nos établissements, et des agents de nos ministères.**